



Communiqué de presse
Mars 2022

Présidentielles

À quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle de 2022, il nous semble important de **prendre à parti les candidat·e·s à la présidence de la République** pour qu'ils **s'engagent à mener**, lors de leur quinquennat, une **politique d'éducation de grande envergure**.

Une politique qui aura pour but de **réduire les inégalités** entre les femmes et les hommes et de **lutter contre l'éducation viriliste**.

Le juridique et le sécuritaire ne suffisent pas : Cas pratique

Depuis 2014, nous luttons pour que le sujet du harcèlement dans l'espace public soit reconnu par l'opinion publique et pris en charge par les autorités, qui jusqu'ici ont principalement apporté des réponses juridiques.

De notre côté et dans nos axes de lutte, nous avons toujours privilégié la méthode éducative. Le problème du **harcèlement de rue**, contre lequel nous luttons, est un excellent prisme pour aborder le sujet des violences masculines et de **l'inefficacité du "tout juridique"**, du "tout carcéral".

Si dans sa symbolique la **loi n° 2018-703 du 3 août 2018** (par laquelle est introduite l'infraction d'outrage sexiste) est un pas en avant dans la reconnaissance de ce qu'est le harcèlement dans l'espace public, nous constatons que cette loi n'a, dans la pratique, **pas changé les comportements des harceleurs** et des agresseurs.

Dans son **étude de juillet 2021**, le **Ministère de l'Intérieur** nous rapporte que 930 contraventions pour outrage sexiste ont été délivrées en 2019 et 1 409 contraventions en 2020.

Nous rappelons que le **Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh)** dans son **enquête de 2015 relative au harcèlement sexiste et aux violences sexuelles dans les transports en commun** révèle que «**100% des utilisatrices des transports en commun ont été victimes de harcèlement sexiste ou agressions sexuelles** et que **dans plus de 50% des cas, la 1^{re} agression intervient avant 18 ans.**»

Si 100% des femmes sont concernées, la réponse ne peut se trouver dans la délivrance de quelques milliers d'amendes.

En 2022, bientôt 4 ans après la création de cette infraction, dans nos vécus, dans la rue, dans les transports en commun, **rien n'a changé**. On nous annonce maintenant une augmentation de cette amende, nos dirigeants persistent donc dans l'emploi d'une méthode inefficace.

La menace de la sanction n'a pas d'effet dissuasif sur les violences masculines, du moins pas suffisamment pour changer radicalement les comportements sexistes dans l'espace public.

Nous savons que la promesse de la punition et de la prison sont des perspectives qui rassurent, donnent un sentiment de justice aux victimes, mais **ce n'est pas suffisant**.

Nos politiques se doivent d'être plus ambitieux-ses.

Quel projet pour la France ?

Nous n'aspérons pas à vivre dans une société où les femmes sont insultées et agressées et où leurs agresseurs agissent quotidiennement.

Nous voulons une France où **les femmes ne sont pas** insultées, agressées, violées, tuées ; **une France sans harceleurs, sans agresseurs, sans violeurs, sans féminicides**.

Nous voulons une France dans laquelle les **femmes** sont **toutes respectées** et les **hommes tous respectables**.

L'Éducation est notre meilleure chance

Le HCEfh, que nous citons plus haut, a produit en 2021 un [rapport stratégique](#) nous donnant des clés sur les méthodes de lutte contre les violences masculines et indiquant que «**le plus efficace des boucliers est l'éducation**», qu'il faut renforcer et généraliser **l'éducation à l'égalité filles-garçons** dans la formation des enseignant·e·s afin que cette culture de l'égalité soit présente dans tous les enseignements, que les enseignements spécifiques à l'éducation à la sexualité et à l'égalité doivent être améliorés.

Nous demandons que les candidat·e·s s'engagent à intégrer dans leurs budgets, de manière **précise et chiffrée**, le **montant alloué** à la mise en place des **mesures préconisées par le HCEfh** pour les enseignements allant **de la maternelle au supérieur**.

Comment chiffrer ?

L'éducation viriliste et le **manque d'éducation à l'égalité** entraînent des comportements violents et des **comportements à risques chez les hommes** qui ont un coût immense pour notre société.

Si cette éducation n'a pas le même impact sur tous les hommes, qui ne deviennent pas tous des criminels, des délinquants et des violeurs, le rapport [Insécurité et délinquance en 2020 du Ministère de l'Intérieur](#) nous indique tout de même que **les hommes représentent** :

- **85% des auteurs** présumés de **coups et blessures volontaires**
- **86%** des mis en cause pour **meurtre**
- **97%** des auteurs de **violences sexuelles**
- **84%** des auteurs présumés d'**accidents de la route**

Pour les personnes pour qui les conséquences réelles et immédiates de ces comportements ne déclenchent pas d'émotion, nous rappelons qu'outre leur coût humain, ces actes se traduisent par **un coût de plusieurs dizaines de milliards d'euros**, et sont directement liés à **la manière dont on éduque les hommes**.

L'éducation viriliste a également des **impacts lourds sur l'hygiène de vie des hommes** et peut se manifester notamment par la consommation dangereuse de drogues, dont d'alcool.

La consommation de ces substances est largement documentée dans de nombreuses études comme étant directement liée aux violences conjugales, intrafamiliales et aux féminicides comme le montre par exemple ce rapport de l'[Organisation Mondiale de la Santé](#).

Il est aussi important de rappeler que les hommes en tant que groupe sont eux-mêmes victimes de leur surconsommation de drogue et d'alcool, qui est directement liée à l'éducation viriliste.

En 2017, par exemple, [Santé Publique France](#) compte, « *41 000 décès attribuables à l'alcool par an, dont 30 000 chez les hommes et 11 000 chez les femmes* ».

Sans transformer cet appel en étude statistique, qu'il s'agisse d'alimentation ou de consommation de drogues, **les hommes sont largement plus concernés** par les phénomènes de surconsommation et d'addiction que les femmes, **engendrant des coûts faramineux** en matière de **justice** et de **santé publique**.

Nous sommes certain·e·s que ces informations intéressent particulièrement les candidat·e·s dans une période où la **gestion des services publics tend vers la réduction des coûts**.

Même si **le cynisme des chiffres** occulte **l'impact humain** sur les **victimes de l'éducation viriliste**, toute **personne qui se présente à l'élection présidentielle** avec pour ambition d'améliorer l'avenir de la France **se doit d'apporter une réponse** aux problèmes qu'engendrent **une telle éducation**.

La question n'est plus de savoir combien nous coûteraitcoûterait une éducation égalitaire mais de regarder **combien il en coûte à notre société** de maintenir un modèle d'éducation qui ne tend pas vers l'égalité.

Chaque euro mis dans l'éducation a le potentiel d'entraîner son décuple d'économies dans d'autres pans de la société.

S'il est **important de lutter contre les violences masculines actuelles**, il est tout aussi impératif de **préparer la société de demain** et cela ne se fera pas sans l'éducation.

Nous exigeons des candidat·e·s l'annonce d'un **budget** alloué à une campagne éducative de grande envergure visant à réduire les effets de l'éducation viriliste.

Nous préférons par ailleurs avertir que **toute réponse expliquant que l'éducation n'a pas d'impact sur les comportements décrits ici** reviendrait à sous-entendre que les hommes seraient

biologiquement programmés pour être des violeurs, des agresseurs sexuels, des meurtriers. Nous pensons que cette idée est **une insulte faite aux hommes**.

De quoi parlons-nous ?

Dans cet appel nous parlons de **violences masculines** car il faut nommer les maux que nous souhaitons combattre, parce que **les hommes** *«représentent 83 % des 2 millions d’auteurs d’infractions pénales traitées annuellement par les parquets et 90 % des condamnés par la justice, 86 % des mis en cause pour meurtres, 99 % des auteurs de viols»¹*, **parce que ces violences ne touchent pas que les femmes** et que de fait nous ne souhaitons plus parler de “violences faites aux femmes”.

Nous parlons aussi de **femmes** mais nous nous devons aussi de **nommer les diverses formes de violences** qui les touchent. Ainsi, nous signalons ainsi qu’**aucune politique** qui se veut ambitieuse **ne peut se faire sans s’attaquer au validisme, à la grossophobie, à la lesbophobie, à la biphobie, à la transphobie, au racisme, à l’antisémitisme, à l’islamophobie, à la putophobie, au classisme, à l’âgisme, à la psychophobie, la pédocriminalité**.

Nous rappelons que **les hommes sont aussi victimes des violences masculines** et dans ce cadre, nous adressons **notre soutien à ces hommes** et notamment à **nos adelphe·s trans, travailleurs du sexe, gays, bi, aux hommes victimes de viols et d’agressions sexuelle, aux garçons**.

La lutte contre les violences virilistes se doit d’apporter une réponse particulière aux violences vécues par **les personnes non-binaires**.

Nous savons que le recours à l’argumentation du coût de la virilité est glaçante, qu’elle fait appel à des mécaniques qui relèvent de la comptabilité alors que le simple fait que 93 000 viols ont lieu chaque année et que nous comptons chaque années les victimes de féminicides en constatant que rien ne change devrait être suffisant pour que l’ensemble de la classe politique prenne à bras le corps les questions qui animent nos luttes.

C’est bien parce que rien ne bouge que nous espérons que ces calculs cyniques feront réagir les candidat·e·s.

Nous n’appelons pas à voter pour un·e candidat·e, nous souhaitons cependant, par cette campagne, attirer l’attention sur la manière dont les personnes qui ont l’ambition de nous gouverner traitent les sujets féministes et la lutte pour l’égalité entre les femmes et les hommes.

Nous constatons un décalage entre leurs actions et leurs déclarations.

¹ “Le coût de la virilité. Ce que la France économiserait si les hommes se comportaient comme les femmes” - **Lucile Peytavin**, éditions Armand Collin

Il nous est difficile de leur faire confiance

M. Macron, après son accès à la fonction de Président de la République, avait annoncé que l'égalité entre les femmes et les hommes serait la grande cause de son quinquennat². Sa première mesure à cet effet a été d'augmenter le nombre des effectifs de police en annonçant par le biais de Mme Schiappa le recrutement de 10000 policiers pour lutter contre le harcèlement de rue³. Les policiers sont régulièrement mis en cause pour leur inefficacité dans la prise en charge des plaintes et le suivi des affaires liées aux violences conjugales, aux viols. En réaffirmant que le "sécuritaire" est une impasse pour lutter contre le harcèlement de rue, nous constatons que 10000 policiers supplémentaires ont donc été nécessaires pour produire les 2600 infractions pour outrage sexiste enregistrées au 31 décembre 2020. Cela ne semble pas relever de l'efficacité.

M. Macron a également envoyé des signaux symboliques très forts pendant son mandat, notamment en nommant Ministre de l'Intérieur M. Darmanin, accusé de viol par plusieurs femmes.

Nous n'avons aucune raison de penser que M. Macron, s'il était réélu, changerait de cap et traiterait les sujets d'égalité entre les femmes et les hommes comme autre chose qu'un prétexte pour aller vers une politique toujours plus sécuritaire en dépit du manque de résultats que nous connaissons à cette méthode.

Mme Pécresse, en tant que Présidente de la région Ile de France, a décidé en 2016 de couper les financements des études sur le genre, les inégalités et les discriminations. Les études de genre englobent également le sujet des violences masculines et leurs impacts sur le reste de la population.⁴

Mme Pécresse se définit elle-même comme "viscéralement féministe".⁵

Pourtant, elle a décidé de retirer un des seuls moyens qui permette de compter et analyser les violences que subissent, notamment, les femmes.

Ces éléments nous laissent penser que l'éventuelle accession de Mme Pécresse à la Présidence de la République ne serait pas une bonne nouvelle pour les luttes féministes.

2

<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/11/25/discours-du-president-de-la-republique-a-l-occasion-de-la-journee-internationale-pour-l-elimination-de-la-violence-a-l-egard-des-femmes-et-du-lancement-de-la-grande-cause-du-quinquennat>

³ <https://www.vie-publique.fr/discours/204562-interview-de-mme-marlene-schiappa-secretaire-detat-egalite-entre-l>

⁴ https://www.liberation.fr/debats/2016/12/14/valerie-pecresse-coupe-les-bourses-au-genre_1535283/

5

https://www.lemonde.fr/politique/article/2016/03/27/valerie-pecresse-l-ena-et-la-politique-m-ont-rendue-visceralement-feministe_4890748_823448.html

Mme Le Pen, en tant que députée européenne, a quasiment systématiquement voté contre tous les projets de loi qui permettaient d'améliorer les conditions de vie des femmes, quand elle ne s'est pas tout simplement abstenue.

Sur 43 textes soumis à son approbation, elle s'est abstenue ou était absente 21 fois, et a voté contre 17 textes.⁶

Si Marine Le Pen déclarait en 2021 « *Je suis une féministe qui n'exprime pas d'hostilité à l'égard des hommes* »⁷, nous craignons que sa politique, si elle était Présidente de la République, ne se traduise que par plus d'hostilité vis-à-vis des femmes.

M. Zemmour a pendant des années, en tant que chroniqueur ou essayiste, eu l'occasion de nous exposer sa pensée concernant les rapports entre les femmes et les hommes.

M. Zemmour a écrit « *Un garçon, ça assaille et ça conquiert... Ça couche sans aimer... C'est un prédateur* »⁸. Il serait temps de comprendre que ces déclarations ne sont pas une ode à la masculinité mais bien une insulte, renvoyant les hommes à l'état de bêtes soumises à d'incontrôlables pulsions.

Si M. Zemmour et ses multiples accusations pour agressions sexuelles, décrit un temps glorieux auquel il souhaite nous ramener en évoquant « *le jeune chauffeur de bus qui glisse une main concupiscente sur un charmant fessier féminin* » sans que « *la jeune femme ne porte plainte pour harcèlement sexuel* »⁹, nous rêvons de notre côté de jours meilleurs où Éric Zemmour ne sera plus omniprésent dans notre culture.

M. Lassalle propose un programme où les questions de genre sont tout simplement absentes.

Si les silences sont parfois éloquentes, le député décrit comme « *gluant* », « *vraiment très spécial avec les femmes* »¹⁰ ne nous donne pas espoir quant à l'avancée des questions d'égalité entre les femmes et les hommes s'il était élu président.

⁶ <https://www.slate.fr/story/142985/marine-le-pen-femmes?amp>

⁷

https://www.bfmtv.com/replay-emissions/face-a-bfm/marine-le-pen-je-suis-une-feministe-qui-n-exprime-pas-d-hostilite-a-l-egard-des-ho mmes_VN-202103110574.html

⁸ Le Premier Sexe - Eric Zemmour, Editions Denoël

⁹ Le Suicide français - Eric Zemmour, Editions Albin Michel

¹⁰

<https://www.nouvelobs.com/societe/20171020.OBS6285/jean-lassalle-et-les-femmes-a-l-assemblee-il-me-met-la-main-aux-fesses-et-s-en-va.html>

M. Dupont-Aignan aborde bien des questions liées à la condition des femmes dans son programme, les solutions proposées sont essentiellement sécuritaires.

Les sujets féministes deviennent, encore une fois, un prétexte tout trouvé pour justifier une politique sécuritaire et carcérale.

De plus, les droits des femmes semblent directement attaqués par ses positions sur la réduction de l'accès à l'IVG et l'interdiction du port du voile ce qui n'augure rien de bon pour les Françaises.

Mme Arthaud, si elle se présente avec un programme qui s'attaque à la précarité et la pauvreté avec des propositions dont les femmes seraient les premières bénéficiaires (car premières victimes de la précarité), ne mentionne aucune mesure spécifique pour lutter contre les violences masculines et ne prend pas position. Mme Arthaud va même jusqu'à laisser entendre que le droit des femmes de porter le voile relèverait d'une "grande diversion" et qu'elle ne souhaite pas se positionner sur une hypothétique loi qui interdirait le hijab¹¹.

Si Mme Arthaud est élue Présidente, nous espérons que ce sera dans une séquence où elle aura réalisé que le patriarcat et l'islamophobie ne disparaîtront pas le jour où elle aura abattu le capitalisme.

D'autres candidats nous permettent d'espérer mais des doutes subsistent

Mme Hidalgo propose dans son programme d'assurer l'égalité réelle des salaires entre femmes et hommes et promet une lutte implacable contre les violences faites aux femmes mais est contre les réunions non-mixtes, processus permettant pourtant aux personnes qui subissent des oppressions de pouvoir échanger, s'organiser et mieux lutter. Nous sommes en droit de nous demander si le féminisme de posture de Mme Hidalgo ne serait pas la promesse d'un statu quo sur les questions d'égalité entre les femmes et les hommes.

¹¹ <https://www.twitch.tv/videos/1298072954>

M. Jadot nous a informé qu'il serait « *intraitable sur les violences faites aux femmes* »¹²..

Son programme indique qu'il souhaite constitutionnaliser l'IVG.

Nous estimons que c'est une excellente chose.

Nous espérons cependant que M. Jadot sera plus volontaire et impliqué s'il est élu Président de la République que ce que laisse penser le témoignage de son assistant parlementaire lors du procès de Denis Baupin. Il disait en effet, concernant les accusations d'agressions sexuelles de son ancien camarade : « *on savait tous et on savait presque tout* »¹³.

Nous ne voulons plus d'inaction. Si les postures féministes ont le vent en poupe auprès de votre électorat, il sera temps d'y ajouter des actes forts une fois élu Président.

M. Mélenchon dans son programme propose aussi de nombreuses mesures qui tendent vers une société plus égalitaire entre les femmes et les hommes. Nous constatons la volonté de constitutionnaliser l'IVG ainsi que la présence d'un plan préventif dans l'Éducation nationale contre les violences sexistes et sexuelles. Nous aimerions qu'il nous donne plus de détails sur ce plan.

S'il devenait Président de la République, nous espérons que les positions de M.

Mélenchon auront changé depuis ses précédentes campagnes où il estimait que le voile était un « *accoutrement contraire à la dignité républicaine* »¹⁴.

L'égalité est un projet qui doit concerner toutes les femmes, elle doit inclure le choix des femmes de se vêtir comme bon leur semble.

M. Roussel dans son programme évoque une "révolution féministe" et propose lui aussi de constitutionnaliser l'IVG ainsi qu'un plan d'action contre les stéréotypes de genre depuis la crèche jusqu'au supérieur, même si cette proposition ne dispose pas d'un budget.

Nous espérons cependant que M. Roussel, s'il accédait à la fonction présidentielle, aura su tirer les enseignements des accusations d'agressions sexuelles visant des membres du PCF qui l'ont poussé à reconnaître des défaillances dans son parti¹⁵ ainsi que de l'accusation de viol¹⁶ dont les accusés sont encore membres du PCF alors que l'étudiant qui avait porté cette accusation s'est suicidé.

¹² <https://www.europe1.fr/politique/affaire-hulot-je-serai-intraitable-sur-les-violences-faites-aux-femmes-assure-jadot-4081518>

¹³ https://www.liberation.fr/france/2019/02/07/a-ee-lv-on-savait-tous-et-on-savait-presque-tout_1708069/

¹⁴ <http://www.slate.fr/story/142844/melenchon-femmes>

¹⁵

<https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2019/03/07/25001-20190307ARTFIG00192-agressions-sexuelles-au-pcf-fabien-roussel-reconnait-des-defaillances.php>

¹⁶

<https://www.midilibre.fr/2021/02/11/letudiant-qui-avait-accuse-de-viol-un-elu-du-pcf-retrouve-mort-le-parti-perd-un-camarade-9367103.php>

M. Poutou présente un programme avec des propositions intéressantes parmi lesquelles l'IVG et la contraception libre, gratuite et accessible, l'égalité des salaires, l'abrogation des lois discriminant les musulmanes et une éducation antisexiste à la sexualité et au consentement. Toutefois, aucun chiffre n'est avancé.